Les Jeudis du Défap : Le rôle de l’Église dans la politique – Le replay

Lors de la conférence mensuelle des Jeudis du Défap ayant eu lieu le 9 avril 2026, Flore Badila Loupe a livré une réflexion approfondie sur le rôle de l’Église évangélique du Congo dans la sphère politique. Son intervention met en lumière une tension persistante entre engagement prophétique et réserve institutionnelle.

Dès l’ouverture, la conférencière rappelle que la question des rapports entre Église et politique traverse toute l’histoire du christianisme. Entre méfiance et implication, les positions divergent, mais une constante demeure : la mission de l’Église – annoncer l’Évangile, défendre la dignité humaine et dénoncer les injustices – l’inscrit inévitablement dans l’espace public.

Pour éclairer cette problématique, elle s’appuie sur les réformateurs du XVI^{e} siècle, notamment Ulrich Zwingli et Jean Calvin. Le premier conçoit une société où Église et État sont étroitement liés au service du bien commun, tandis que le second distingue les deux sphères tout en prônant leur coopération. Ces approches montrent que la réflexion sur l’engagement politique de l’Église est ancienne et toujours d’actualité.

Dans le contexte de l’Église évangélique du Congo, Flore Badila Loupe souligne une position ambivalente. Si les fidèles sont encouragés à participer à la vie politique pour promouvoir la justice sociale, les responsables religieux, eux, sont soumis à des restrictions strictes. Cette contradiction révèle, selon elle, une difficulté à assumer pleinement la mission prophétique de l’Église.

La conférencière insiste sur le fait que l’Église ne peut rester en retrait face aux réalités politiques. Reprenant une formule marquante – « si vous ne faites pas la politique, la politique vous fait » – elle souligne que l’engagement citoyen est inévitable. Cette idée rejoint la pensée d’Aristote, pour qui l’être humain est fondamentalement un « animal politique », appelé à vivre en société et à contribuer au bien commun.

L’intervention mobilise également la doctrine des « deux règnes », qui distingue le spirituel et le temporel. Toutefois, loin de les opposer, Flore Badila Loupe insiste sur leur complémentarité. L’Église et l’État doivent entretenir une relation de partenariat, chacun jouant un rôle spécifique dans l’organisation de la société.

En conclusion, la conférencière appelle à une redéfinition du rôle de l’Église en Afrique. Elle plaide pour une institution plus engagée, capable de former des citoyens responsables, de dénoncer les injustices et d’accompagner les acteurs politiques. Dans un contexte marqué par de nombreux défis sociaux et politiques, l’Église est invitée à sortir de sa neutralité pour devenir un acteur majeur de transformation sociale.

Pour Flore Badila Loupe, l’enjeu est clair : rester fidèle à sa mission implique pour l’Église de s’impliquer dans la vie de la cité, non pas comme une force partisane, mais comme une conscience éthique au service du bien commun.